

Le président russe Vladimir Poutine et son homologue chinois Xi Jinping échangent des documents lors d'une cérémonie de signature à l'issue de leurs entretiens au Kremlin à Moscou, le 8 mai 2025. (Image d'illustration)

STRATEGIE DE PUISSANCE

10 janvier 2026

À la Russie la guerre hybride, à la Chine la guerre invisible (et voilà pourquoi Donald Trump est sans doute celui qui l'a le mieux compris)

Le Parti communiste chinois veut affirmer sa puissance face à l'Occident mais souhaite que les conflits qu'il entretient restent dans l'ombre. La Chine attaque régulièrement des démocraties dans tous les domaines (économique, cybernétique, militaire et social) et s'offusque lorsque les Etats-Unis réagissent.



Viatcheslav Avioutskaa et François Chauvancy

18 min de lecture



PARTAGER



CLASSER



Écoutez cet article 28:50min

Atlantico : Alors que la Russie se livre à une forme de guerre hybride, visible et assumée contre les puissances occidentales, la Chine mène une confrontation plus diffuse et privilégie la discrétion vis-à-vis de ses stratégies contre les puissances occidentales. Pékin utilise l'ambiguïté stratégique face à l'Occident et cette invisibilité volontaire permettrait d'empêcher une riposte claire et légitime des puissances occidentales. Comment est-il possible de caractériser l'attitude de la Chine dans le cadre de cette guerre invisible ? Et en quoi diffère-t-elle fondamentalement de l'approche russe en termes d'objectifs stratégiques ?

François Chauvancy : Cela s'explique d'abord par une question de culture. La logique de Sun Tzu a imprégné la société chinoise. Les dirigeants chinois ont toujours dit qu'ils avaient du temps devant eux. L'idée est d'abord d'être prêts puis d'attendre que, chez leurs rivaux et autour d'eux, les choses se délitent. La Chine faisait le dos rond par le passé. Mais depuis quelques années, depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, ce « dos rond » l'est beaucoup moins. Petit à petit, la Chine a effectué un certain « redressement vertébral » et a adopté une nouvelle position, via notamment des manœuvres militaires de plus en plus fréquentes autour de Taïwan, ce qui semblait inimaginable auparavant.

La Chine pliait lorsqu'elle risquait un affrontement dans lequel elle ne serait pas gagnante, notamment vis-à-vis des États-Unis. Mais petit à petit, la Chine a changé d'attitude. Il y a non seulement les manœuvres militaires, mais aussi les réponses douanières face aux taxes imposées par Trump. Il n'y a pas d'états d'âme.

La Chine est toujours dans cette logique d'être l'Empire du Milieu. Mais aujourd'hui, c'est l'Empire du Milieu planétaire. Il s'agit de tirer parti de tous les avantages possibles en évitant de perdre son énergie.

À lire aussi

Les 6 raisons qui font qu'un Iran post mollahs ne sera pas un crash à l'irakienne

Emmanuel Razavi

Tout ce qui relève des instruments de pouvoir – diplomatie, économique, information, force militaire mais aussi culture, s'inscrit dans cette logique. Le but est de gagner du temps, d'attendre que les conditions soient favorables pour obtenir un avantage supplémentaire sur ses rivaux. Dans l'attente de l'apparition de l'opportunité recherchée, la Chine fait le dos rond pour mieux se préparer.

Pour 2049, l'objectif a été annoncé. Le but est que la Chine redevienne la grande puissance qu'elle a été il y a quelques siècles : l'une des principales puissances mondiales et l'une des principales puissances démographiques, même si elle est désormais concurrencée.

La Chine a fait également un grand bond technologique. Elle a atteint un très haut niveau. Elle ne copie plus, elle innove.

Cependant, pour l'instant, la Chine n'est pas encore en mesure de s'affronter directement aux États-Unis.

À lire aussi

Groenland : Trump assume la « manière douce »... ou la force

Kimberley Bort

Cette attitude est conforme à la culture chinoise. Le but n'est pas de rechercher un affrontement direct, sachant que, de toute façon, la victoire sera au bout pour la Chine. Pourquoi faire une guerre, quelle qu'elle soit, alors qu'il est possible de triompher en prenant son temps ?

Un autre atout de la Chine concerne la permanence du pouvoir. Dès lors que vous avez un secrétaire général ou un président chinois qui reste au pouvoir pendant des décennies, alors que toutes les démocraties concurrentes changent de président tous les quatre, cinq ou six ans, la Chine bénéficie d'une continuité stratégique. Cette vision va de 1949 à 2049.

Enfin, la stratégie chinoise s'inscrit dans une logique historique très ancienne. Il faut préserver l'unité du peuple chinois, non du point de vue ethnique mais politique. D'abord parce que cette unité est essentielle, ensuite parce que la population est extrêmement nombreuse et qu'il faut parvenir à la diriger.

C'est pour cela qu'a été développé un Parti communiste très structurant avec ses quelque 100 millions membres (2024) qui constituent finalement l'architecture même de la société chinoise. Avec, d'un côté, la culture, de l'autre le communisme.

À lire aussi

Iran : vers un coup d'Etat militaire pour tenter de sauver ce qui peut l'être du régime islamiste ?

Lina Murr Nehmé et Michel Fayad

La Chine a juste à attendre et à s'adapter aux circonstances lorsqu'elles deviennent difficiles.

Viatcheslav Avioutskii : Il faut d'abord nuancer une idée largement répandue, selon laquelle la Chine serait par essence une puissance pacifique, cherchant systématiquement à éviter toute confrontation militaire directe. Cette vision est historiquement inexacte. Prenons un exemple relativement récent : en 1979, la Chine populaire a attaqué le Vietnam. Il s'agissait bien d'une guerre d'agression, déclenchée dans un contexte régional complexe, notamment lié à l'engagement vietnamien au Cambodge et aux tensions autour des communautés chinoises présentes au Vietnam. Deuxième point fondamental : la Chine a désormais annoncé une forme de date butoir concernant l'usage de la force pour récupérer Taïwan si celle-ci refuse une réintégration avec la « mère-patrie ». Le président chinois a clairement exprimé sa volonté de régler cette question tant qu'il est encore au pouvoir. Cela signifie que cette intervention pourrait survenir dans un horizon de quelques années au maximum.

Au fil du temps, cette échéance n'a cessé de se rapprocher. On a d'abord évoqué des dates symboliques, comme le centenaire de la République populaire de Chine, puis les années 2030. Aujourd'hui, la pression s'intensifie concrètement sur le terrain. Depuis le début de la guerre froide, il existait un accord tacite entre les États-Unis et la Chine concernant une zone de sécurité autour de Taïwan, destinée à éviter un affrontement direct. Or, cette zone se réduit d'année en année.

À lire aussi

L'Iran à l'épreuve de la rue : Téhéran s'embrase, le régime coupe Internet : les images

Emmanuel Cahour

Les bâtiments de guerre chinois pénètrent de plus en plus fréquemment dans cet espace. Il en va de même pour les violations répétées par des avions militaires chinois. Plus récemment encore, des manœuvres conjointes impliquant des bâtiments chinois et russes ont été observées à proximité de l'île.

Tout cela indique que, très progressivement, on se rapproche d'un affrontement militaire potentiel. Cette stratégie chinoise peut être qualifiée d'indirecte, amorphe en apparence, mais extrêmement méthodique. Elle vise à atteindre des objectifs stratégiques sans entrer dans un conflit frontal avec les États-Unis. La stratégie de Donald Trump est, à l'inverse, beaucoup plus directe. La mise sous séquestre d'un pétrolier chinois ne constitue pas en soi

un casus belli, mais c'est un message extrêmement fort adressé à Pékin. Les autorités chinoises en prennent évidemment note.

Ce message est clair : les États-Unis n'accepteront plus la présence d'intérêts chinois dans certaines zones stratégiques. Trump l'a d'ailleurs affirmé explicitement dans un discours récent, en identifiant au moins trois espaces où la présence chinoise n'est plus tolérable. Le premier est le canal de Panama. Trump a exercé une pression considérable sur le gouvernement panaméen afin que la gestion du canal soit retirée aux entreprises chinoises et confiée à des acteurs jugés plus acceptables par Washington. Le deuxième est le Venezuela, dont nous avons longuement parlé. Le troisième concerne le Groenland — ou plus exactement l'Arctique. Ce territoire n'est pas convoité pour sa population ou ses infrastructures, mais pour sa position stratégique. Si les ressources naturelles y sont importantes, leur exploitation reste difficile. L'enjeu principal est en réalité le passage arctique. L'Arctique est un espace hostile sur le plan climatique, mais crucial sur le plan géopolitique. Il concentre les intérêts stratégiques des grandes puissances. La Russie et la Chine cherchent à y renforcer leur présence au détriment des États-Unis.

Les déclarations de Trump sur une éventuelle annexion du Groenland doivent être comprises dans ce contexte. Les Européens, opposés à cette annexion, cherchent néanmoins un accord négocié permettant d'accroître la présence militaire américaine afin d'empêcher la circulation de navires chinois et russes dans ce passage stratégique.

À lire aussi

L'industrie automobile russe en panne : l'impact des sanctions a généré un retour en arrière de plusieurs décennies

Vakhtang Partsvania

Au regard des cyberattaques menées contre les infrastructures critiques à l'international, de la coercition économique, de l'influence universitaire et politique de la Chine à l'étranger et de l'instrumentalisation de la diaspora, comment tous ces leviers s'articulent-ils dans la stratégie cohérente de guerre globale chinoise, à bas bruit et relativement invisible ? Et pourquoi ces mécanismes sont-ils si difficiles à contrer pour les États de droit et les puissances occidentales ?

François Chauvancy : Cela est extrêmement difficile à contrer, justement parce que nous sommes des États de droit. Face à quelqu'un qui ne respecte pas les règles, si vous vous imposez à vous-même des règles et que vous vous forcez à les respecter alors que l'autre ne le fait pas, vous êtes dans une relation asymétrique. Toute sanction a des répercussions sur nous en Europe. Dès lors que la Chine est devenue la première usine du monde, nous en sommes dépendants. A titre d'exemple, la quasi-totalité de l'électroménager qui arrive chez nous est fabriquée en Chine, tout comme la plupart des vêtements sont faits en Chine. Les pays occidentaux sont dans une situation de dépendance vis-à-vis de la Chine. Lénine disait : « Les capitalistes nous vendront la corde avec laquelle nous les pendrons. »

La menace cyber chinoise n'a pas vocation à nous attaquer directement. Le cyber doit plutôt permettre de faire du renseignement, du vol technologique. Cela permet d'accéder à l'innovation. Cela passe aussi par des phases d'observation de ce que font les pays concurrents afin d'aller plus vite.

À lire aussi

D'immenses opérations d'escroquerie en ligne prospèrent dans le Myanmar en guerre - Et voilà pourquoi

Xu Peng

Depuis déjà plus d'une dizaine d'années, les Britanniques ont interdit aux étudiants chinois, pourtant très nombreux, l'accès à certaines parties des universités.

Il y a aussi une forme de collusion et de naïveté face à la Chine qui fait que les pays occidentaux ouvrent volontiers leurs portes. Et ce, malgré les mises en garde des services de renseignement. Nous ouvrons gentiment nos portes à ceux qui sont pourtant là pour nous mettre en situation de faiblesse. Nous avons perdu l'habitude de nous protéger. Comme nous ne nous protégeons pas et que la Chine est plutôt agressive, elle voit bien nos faiblesses et en profite pour prendre ce qui l'intéresse.

Nous formons des étudiants chinois, même si aujourd'hui ils n'ont probablement plus trop besoin de nous. Mais nous avons connu le même cas il y a quelques années avec les ingénieurs iraniens formés dans le domaine du nucléaire.

Il y a donc cette faiblesse des pays occidentaux par rapport à la Chine : la naïveté. Celle qui consiste à croire que tout le monde est gentil et que tout le monde respectera les règles. La réalité est que nous sommes revenus à une société internationale sans règles. Nous le savions auparavant mais nous ne voulions pas le voir. Aujourd'hui, nous le voyons parce que cela se fait à notre détriment et pourrait nous mettre en danger.

Les démocraties occidentales ont l'impression de raisonner encore largement selon une logique binaire de guerre et de paix. En quoi cette grille de lecture est-elle aujourd'hui obsolète face à cette stratégie chinoise de confrontation permanente, justement située sous le seuil du conflit armé via la guerre hybride et la guerre invisible ?

François Chauvancy : Dès lors que l'on ne veut pas accepter l'affrontement et que l'on croit que tout le monde est bienveillant, on raisonne uniquement dans une logique de guerre ou de paix, sans accepter les situations intermédiaires.

La zone grise, la zone hybride, existe. Elle a toujours existé. Le seul problème est que nous avons cru que nous pouvions la contrôler. Or, la zone hybride n'est pas contrôlable, précisément parce qu'elle est hybride. Elle ne suit pas les règles. Elle exploite les failles de notre système. Comme nous ne voulons pas aller dans le sens d'une adaptation plus inventive, nous restons dans l'illusion, dans le rêve, en croyant que les règles établies par nous seront respectées par tous.

L'entrée de la Chine à l'OMC était porteuse d'espoir aux yeux des Occidentaux. Pourtant, depuis que la Chine a rejoint l'OMC, une grande partie de nos économies est en danger. Et cela a été rendu possible par qui ? Par les Américains, n'oublions pas, qui ont cru qu'ils pourraient contrôler la Chine.

Or, ils ne sont pas parvenus à contrôler Pékin. La Chine est une puissance et elle en a l'esprit. Elle agit comme telle. Le dumping social existe. L'économie chinoise est massivement subventionnée alors qu'elle ne devrait pas l'être, selon les règles de l'OMC, et pourtant personne ne dit rien, il ne faut pas s'en étonner. Notre faiblesse structurelle fait que ces vulnérabilités sont exploitées. La logique que vous évoquez - la paix ou la guerre - ne fonctionne

plus. Si le but de nos sociétés est d'éviter la guerre au sens militaire, cela ne signifie pas pour autant que nous soyons en paix.

Il est donc temps de remettre un peu notre esprit en alerte et de reconnaître que le monde dans lequel nous vivons, et dans lequel nous allons vivre encore longtemps, est un monde où existent des prédateurs et des avidités de pouvoir.

Il ne faut pas continuer à croire que, parce que nous sommes vertueux et que nous avons établi des règles, nous pourrions tout réguler. Cela est une erreur. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation où l'on ne peut plus tout réguler, simplement parce que nous n'avons pas mis de barrières.

Il faut donc accepter, sans faire la guerre, que nous ne sommes pas en paix, mais dans une forme de paix vigilante. Une paix qui implique que, dès qu'un acteur en face - concurrent ou menace - commence à franchir une ligne, il faut lui taper sur les doigts.

Le problème est que les mentalités occidentales, en particulier, ne veulent pas taper sur les doigts. Elles ont peur des conséquences. Résultat : nous sommes en position permanente de faiblesse.

Viatcheslav Avioutskii : Nous oublions trop rapidement les leçons de l'histoire. Cette guerre hybride permanente combine des actions visibles et violentes, des menaces, des cyberattaques, des offensives médiatiques et informationnelles. On parle aujourd'hui de « sharp power », ou puissance aiguë, qui s'ajoute au soft power (culturel) et au hard power (militaire). Cette forme de puissance vise à exploiter les faiblesses internes de l'adversaire pour s'introduire dans ses espaces de souveraineté et les affaiblir de l'intérieur. La Russie agit de cette manière en Europe, y compris en France, en tentant d'influencer certains mouvements politiques, en corrompant des responsables, ou en finançant des partis parfois radicaux. La Chine adopte une logique comparable, mais à une échelle globale et sur le long terme. Cette stratégie de confrontation permanente rappelle fortement la théorie trotskiste de la « révolution permanente ».

Trotsky considérait que la révolution ne devait jamais s'achever : elle devait être entretenue en permanence, par des actions symboliques, violentes, propagandistes, par le réseautage et le soutien à des organisations **politiques**, jusqu'à provoquer un embrasement mondial. La Chine applique aujourd'hui une logique similaire, bien que non idéologique au sens marxiste classique.

Elle projette une image de stabilité et d'attractivité à travers son soft power, tout en déstabilisant activement son environnement régional et international.

Un élément souvent sous-estimé est le rôle des diasporas chinoises, notamment en Asie du Sud-Est, mais aussi en Europe et en Amérique du Nord. Ces communautés jouent un rôle clé de connexion entre les élites locales et Pékin, à travers des réseaux économiques, politiques et médiatiques. Certaines de ces diasporas conservent une loyauté forte envers la Chine populaire et constituent des relais d'influence, parfois utilisés comme vecteurs d'action indirecte.

Il est donc essentiel de mobiliser nos capacités d'analyse et d'éviter les lectures superficielles ou court-termistes. La Chine cherche constamment à se présenter comme une puissance pacifique, respectueuse des institutions internationales. Or, l'accumulation des tensions **montre** une tout autre réalité. Il faut également regarder ce qui se passe du côté américain. L'opération commando menée au Venezuela n'était pas un coup de poker improvisé. Elle a été préparée minutieusement.

Des images récemment diffusées montrent Donald Trump assistant, dès le mois de juin, à des manœuvres du commando Delta reproduisant exactement le scénario de l'opération vénézuélienne, avec des bâtiments reconstitués à l'identique pour maximiser les chances de **succès**. Contrairement à ce que certains médias ont suggéré, cette opération n'a pas été décidée à la dernière minute. Elle a été conçue, planifiée et répétée pendant plusieurs mois.

Peut-on parler d'une forme de division du travail stratégique entre une brutalité assumée de la Russie et une patience stratégique chinoise visant à affaiblir l'ordre international libéral ? Face à cette réalité, comment les démocraties pourraient-elles adapter leur doctrine de défense et de dissuasion dans les champs non militaires afin de passer d'une posture essentiellement réactive à une posture réellement dissuasive, voire offensive ?

François Chauvancy : Le problème est que nous avons tellement multiplié les règles en croyant qu'elles seraient respectées que, lorsque nous voulons réagir, nous nous retrouvons nous-mêmes piégés.

Aujourd'hui, parler d'un partage du pouvoir - ou plutôt du pouvoir de nuisance entre la Chine et la Russie - est sans doute excessif. Je ne suis pas certain qu'il soit réellement partagé. Il existe surtout une convergence d'intérêts entre ces deux puissances pour affaiblir l'Occident.

Cette convergence est probablement temporaire, jusqu'au moment où la Russie et la Chine s'affronteront elles-mêmes, lorsqu'elles auront constaté que l'Occident n'est plus capable de jouer le rôle de gendarme du monde, ce qui est déjà en partie le cas.

Aujourd'hui, il n'y a guère que les États-Unis qui soient encore en mesure de faire plier ces deux États. Et ils le font justement en ne respectant plus eux-mêmes les règles. Ils ont compris que le respect strict des règles se faisait à leur détriment.

Nous aurions peut-être intérêt à adopter le même état d'esprit, avec la même volonté. Or, on entend un discours exactement inverse : il faut appliquer les règles, il faut respecter les principes sans voir les moyens physiques, concrets de les faire respecter.

Le président Macron a rappelé récemment que le droit international est censé garantir aux petits États le respect de leurs droits. La question est de savoir si nous devons aujourd'hui nous préoccuper prioritairement des « petits » États ou de nous-mêmes.

Nous devons d'abord nous occuper de nous-mêmes. Ce qui se joue actuellement, c'est une nouvelle répartition du pouvoir mondial.

Les États-Unis réagissent et le montrent chaque jour, tandis que nous continuons à tergiverser, à discuter presque du sexe des anges, avec une vision figée entre 1945 et 2022, sans avoir compris que le monde a changé. Aujourd'hui, si nous ne nous adaptons pas, nous disparaîtrons.

Nous sommes prêts à mourir pour nos principes, quels qu'ils soient, même lorsque nous constatons qu'ils ne sont plus adaptés au contexte international.

Aujourd'hui, face à la Russie et face à la Chine, nous sommes en situation de faiblesse. Il suffit d'écouter les discours quotidiens. Le seul acteur qui s'y oppose réellement, en ne traitant que son propre intérêt, ce sont les États-Unis. C'est là toute la réalité du problème.

En quoi Donald Trump est-il l'un des rares dirigeants à être en capacité de lire la stratégie russe et chinoise concernant la guerre hybride et la guerre invisible et de s'adapter face à la Chine et à la Russie ?

Viatcheslav Avioutskii : Il faut d'abord reconnaître que Donald Trump a été présenté par de nombreux médias et experts comme l'une des personnalités les plus marquantes de l'année 2025 : celle qui a le plus surpris, le plus influencé, et peut-être même le plus contribué à transformer l'ordre international au cours de l'année écoulée. Malgré des divergences profondes sur l'appréciation de son action, Donald Trump ne cesse de surprendre. Son coup de poker au Venezuela en est une illustration frappante. Cette opération a surpris de nombreux observateurs. Ce qui est particulièrement intéressant, c'est que Trump avait affiché, quelques mois auparavant, une forme de sympathie à l'égard de Vladimir Poutine. On se souvient notamment du sommet de fin août 2025 à Anchorage, ainsi que d'une série de déclarations très positives à l'égard de la Russie. Or, ce coup de poker au Venezuela, cette opération commando, a également envoyé un signal extrêmement fort à la Russie et à la Chine. Il s'agit d'une action déstabilisatrice, violente à l'encontre du président Maduro, mais qui marque surtout un passage à la vitesse supérieure de l'administration Trump, ainsi qu'un changement relativement net de son attitude à l'égard de Moscou et de Pékin. Il faut rappeler qu'au cœur de cette opération figure notamment la prise de contrôle de deux pétroliers : l'un russe, l'autre chinois.

Deuxième signal majeur : Donald Trump et Marco Rubio ont annoncé un plan visant à prendre le contrôle politique du Venezuela à travers une forme d'administration externe. Celle-ci serait appelée à durer plusieurs années, sans intervention militaire directe des États-Unis sur le sol vénézuélien, mais à condition d'un virage géopolitique clair du pays. Plusieurs exigences ont été formulées par Washington. Parmi elles, une transition démocratique à moyen terme. Mais deux points sont particulièrement déterminants. Le premier est la rupture des relations sécuritaires et géopolitiques du Venezuela avec la Chine, la Russie, et également l'Iran, qui a été explicitement mentionné. Le second concerne le transfert du contrôle du secteur pétrolier vers des multinationales américaines.

Il convient ici de nuancer certaines analyses. De nombreux journalistes et experts ont eu tendance à présenter cette initiative comme une tentative unilatérale de « nationalisation inversée » ou d'annexion du secteur pétrolier vénézuélien par les États-Unis. En réalité, la situation est bien plus complexe. Avant l'arrivée de Hugo Chávez au pouvoir, le pétrole vénézuélien était

exploité en partenariat avec plusieurs multinationales américaines et européennes. Chávez a ensuite nationalisé ce secteur, entraînant des pertes financières considérables pour ces entreprises. Ce processus est comparable, dans une certaine mesure, à la perte des actifs américains à Cuba après l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro à la fin des années 1950, événement qui a conduit à l'embargo toujours en vigueur aujourd'hui.

Ce que Trump demande, sans entrer dans les détails, c'est en réalité un retour à la situation antérieure : que les compagnies pétrolières américaines reviennent et relancent une co-exploitation des réserves avec PDVSA. L'objectif principal est clair : exclure les intérêts chinois et russes du secteur pétrolier vénézuélien et orienter l'essentiel des exportations vers les États-Unis, comme c'était historiquement le cas. Il faut rappeler qu'en dépit de divergences idéologiques profondes, les exportations de pétrole vers les États-Unis se sont poursuivies même sous Chávez. C'est surtout sous Maduro que le Venezuela s'est tourné vers d'autres partenaires, notamment la Chine. Par ailleurs, l'exclusion des compagnies occidentales a eu un effet dévastateur sur l'industrie pétrolière vénézuélienne : effondrement des infrastructures, chute massive de la production, incapacité à maintenir les installations.

Aujourd'hui, le pays ne produit qu'une infime fraction de son potentiel.

D'une façon générale, Trump ne souhaite pas céder. Les contacts discrets entre la diplomatie russe et Washington n'ont pas permis de débloquer la situation concernant le pétrolier saisi. La Chine, de son côté, adopte une posture encore plus virulente. Dans le même temps, des signaux politiques forts émergent au Venezuela. Le président du Parlement vénézuélien a annoncé la libération de prisonniers politiques, signe d'un alignement progressif sur les exigences américaines. Malgré des déclarations initialement très hostiles à l'égard de Washington, Marco Rubio a confirmé avoir échangé à plusieurs reprises avec Delcy Rodríguez, aujourd'hui à la tête de l'exécutif vénézuélien. Ces discussions se sont déroulées directement en espagnol.

Trump a lui-même indiqué que des contacts téléphoniques avaient eu lieu à plusieurs reprises avant la séquestration de Maduro. Des propositions de départ pacifique lui avaient été faites, qu'il a systématiquement refusées.

La stratégie de Trump, en ciblant le régime des mollahs, Maduro, le Hamas, s'inscrit-elle dans une doctrine d'endiguement préventif face à la Chine, à l'Iran, au Venezuela pour limiter les effets de la guerre invisible et hybride menée contre les États-Unis par la Russie et la Chine ?

Viatcheslav Avioutskii : Ce qui est fascinant avec Donald Trump, c'est que sa stratégie donne, à première vue, une impression d'erratisme. Il agit simultanément sur plusieurs dossiers, dans plusieurs régions, ce qui déstabilise les analystes habitués à des stratégies classiques, linéaires et séquentielles. En réalité, il s'agit d'une stratégie que l'on pourrait qualifier de « mille frappes ». Elle repose sur une multiplicité d'actions ciblées, coordonnées, mais non concentrées en un seul point décisif. On observe par exemple un durcissement soudain de sa posture vis-à-vis de la Russie, notamment face à l'échec croissant des négociations autour de l'Ukraine. Trump a publiquement affirmé que les accusations russes concernant une attaque ukrainienne par drones contre une résidence présidentielle relevaient du mensonge. Parallèlement, il s'est exprimé sur l'Iran, alors que le pays connaît une nouvelle vague de contestation populaire liée à une inflation galopante. Ces mouvements se multiplient depuis plusieurs années, laissant entrevoir un possible affaiblissement structurel du régime.

Trump a averti que toute répression massive entraînerait des conséquences. Pour l'instant, malgré des morts, on n'a pas observé de massacres à grande échelle, ce qui peut suggérer un certain effet dissuasif. Dans le même temps, l'opération menée au Venezuela a neutralisé ce qui constituait l'allié le plus proche de la Russie en Amérique latine. La relation entre Moscou, Caracas et Téhéran relevait davantage d'un « club anti-occidental » que d'une alliance structurée. Cette opération, menée en quelques heures, a profondément modifié l'équilibre géopolitique régional. La Russie ne conserve plus que deux partenaires significatifs dans la région : Cuba et le Nicaragua, avec une influence bien moindre. Rubio a d'ailleurs déjà laissé entendre que Cuba pourrait constituer la prochaine cible.

Cette approche rappelle une stratégie de harcèlement : éviter le coup fatal susceptible d'entraîner une escalade incontrôlée, tout en multipliant les frappes périphériques pour désorganiser l'adversaire. On retrouve une logique similaire dans les guerres navales de la fin du XVIII^e siècle entre la France et la Grande-Bretagne, où les flottes évitaient la bataille décisive tout en se livrant à une série de frappes déstabilisatrices.

Nos difficultés, en Occident, tiennent-elles effectivement à notre lenteur décisionnelle, à nos contraintes juridiques et à cette transparence publique au cœur des pays occidentaux, qui offriraient à Pékin ou à la Russie des avantages stratégiques décisifs dans ces guerres hybrides et ces guerres invisibles ?

François Chauvancy : Nous avons voulu judiciaireiser tout le fonctionnement de la société en général. C'est un phénomène international. Après trente ans de paix, les règles se sont accumulées de telle façon qu'aujourd'hui elles ne sont plus applicables comme elles devraient l'être. L'interception de navires par les Américains pose question au regard du droit maritime. Le droit maritime, qui est une déclinaison du droit international dans un domaine spécifique, ne répond plus aux questions actuelles, parce qu'on y a mis tellement de formes.

Face à une flotte dite « fantôme », a-t-on le droit d'intercepter ces navires dès lors qu'ils battent pavillon de complaisance, même s'ils travaillent pour une autre nation ? Ils restent, malgré tout, les représentants de l'État qui leur a accordé ce pavillon. Entend-on aujourd'hui beaucoup de débats en droit international pour dire clairement ce qui se fait ou ne se fait pas dans ce contexte de guerre maritime ? Non. On constate que ce droit, appliqué année après année et empilé progressivement, se heurte à la réalité. Il n'y a alors que deux solutions : soit on applique mécaniquement le droit international en discutant chaque virgule, ce qui prend des mois, voire des années, pour aboutir à un résultat insatisfaisant ; soit il faut se décider à agir. C'est ce que certains font aujourd'hui. En Europe, nous croulons sous les règles et nous nous y accrochons pour les appliquer à tout prix.

Je reviens au cas ukrainien. Quel est le principe fédérateur des États européens face à la Russie ? C'est l'intangibilité des frontières. Cela a longtemps constitué une ligne rouge. Mais il y a un détail que l'on a oublié : la question du Kosovo. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres. On oublie aussi qu'une partie de la Syrie est occupée par la Turquie et qu'une autre partie est occupée par Israël. C'est, d'une certaine manière, une remise en cause des frontières. Et pourtant, nous affirmons que l'Ukraine ne pourra être définitivement en paix que lorsqu'elle aura récupéré ses frontières d'origine. Qui peut croire que ce principe, pourtant louable, puisse être appliqué tel quel à l'avenir, au vu de la réalité actuelle. Nous allons nous arc-bouter sur ce principe. Il y a une accumulation de normes au moins internationales devenues inapplicables.

Le droit sans la force n'est rien, tout comme la force sans le droit. Mais aujourd'hui, nous sommes dans une situation où le droit sans la force est inapplicable, parce qu'il n'y a plus de gendarme du monde.

Or, le gendarme du monde, qui s'appelait les États-Unis, a décidé de ne plus jouer ce rôle. Il agit désormais comme une puissance dominante, en fonction de ses propres intérêts. Il a plutôt pris le rôle du shérif dans les westerns que nous avons tous vu.

Résultat : le droit international n'est plus réellement applicable. Il ne reste que des paroles et des communiqués de presse face au retour des intérêts nationaux soutenus par le recours à toutes les formes de la puissance.

MOTS-CLES

géopolitique , conflits , guerre hybride , États-Unis , Venezuela , Hugo Chavez , Nicolas Maduro , Russie

THEMATIQUES

Géopolitique